

Rebellyon 20180204

[Infos locales Répression - prisons Logement - Squat](#)



La police lyonnaise à deux doigts -sur la gachette- de la bavure !

Publié le 4 février 2018

Au cours de travaux d'aménagements, la police est venue procéder à des contrôles sans aucune raison apparente dans l'enceinte des bâtiments réquisitionnés de Cusset. L'équipage de la Brigade Anti-Criminalité visiblement à cran a cherché à faire monter la tension, armes à la main.

Ce lundi 29 janvier au 39 rue Bourgchanin à Villeurbanne dans l'enceinte d'un lieu occupé attenant à [l'amphi Z](#) (premier lieu réquisitionné) et à la [Maison Mandela](#), nous faisons des travaux pour rendre le lieu vivable. Nous sommes deux à passer dans la cour devant la maison quand nous constatons qu'un équipage de police de la Brigade Anti Criminalité est au portail : ils nous demandent d'approcher. Nous ne réagissons pas immédiatement, d'abord surpris de cette arrivée soudaine. Devant « l'affront » du refus d'obtempérer, les deux policiers ont alors dégainé leurs armes (à feu !) et nous ont mis en joue en nous sommant de manière très aggressive de poser ce que nous avions dans les mains (une bière et un marteau) et de les mettre en l'air. Nous nous exécutons, sidérés. Ils ont ensuite sauté par-dessus le portail et sont venus nous menotter. L'un des policiers a récupéré le marteau et est parti à la chasse aux 4 autres habitant.e.s qui se trouvaient dans la maison. Ils nous ont tous regroupé.e.s dans la cour, menotté.e.s face au portail, à quelques mètres de l'école à l'heure où les enfants sortaient de classe.

Relevé d'identité, fouille, échange verbale tout à fait cordial de notre part pour expliquer la légalité de notre présence et notre incompréhension face à cette violence, et réponse bien plus aggressive de leur côté (« ferme ta gueule », « j'm'en branle », et bien sûr tutoiement systématique).

Ils nous relâchent quelques dizaines de minutes plus tard, et nous constatons que des agents de la police municipale sont dans la cour intérieure de la Maison Mandela. Nous leur expliquons qu'ils n'ont pas le droit d'être là, et ils finissent par partir.

On peut se demander ce qu'il se serait passé si, pris de panique face à des armes à feu braquées sur nous, nous avions plutôt décidé de courir nous mettre à l'abri : nous auraient-ils tiré dans le dos ? Dans les jambes peut-être ? Et si nous avions fait un mouvement brusque avec le marteau dans cette action : la police aurait-elle invoqué la légitime défense ?

Nous constatons que c'est grâce au sang-froid dont nous avons fait preuve, et non celui qui a manifestement manqué aux agents de police, qu'il n'y a heureusement eu aucun drame, et pensons à celles et ceux qui ont été victimes (blessé.e.s, mort.e.s) de ces « éléments incontrôlables » payés par l'État.

Et s'il faut 1,8 Millions d'euros pour vidéo-surveiller les bâtiments vides, combien faut-il pour surveiller la police ?